



N° 64 Octobre - Oktober 2012

Docteur Denis Mukwege

Il est né en 1955 au Congo. Après ses études de médecine au Burundi et quelques années de pratique à Lemera (Sud-Kivu), il va se spécialiser en gynécologie à Anders en France et revient à Lemera. Après la première guerre civile en 1996 il s'installe à Bukavu. Confronté aux souffrances des femmes et jeunes filles violées et souvent maltraitées, il construit à côté de l'hôpital de Panzi. un service de gynécologie et une salle d'opération, où il essaie de réparer les séquelles des viols et les organes abîmés à coup de baïonnettes ou d'autres objets. Il crée également un service d'assistance psychologique. Il fournit des microcrédits afin de rendre ces femmes financièrement indépendantes.



Il forme des collègues et le personnel soignant à ses techniques; il est en effet dans cette matière extrêmement compliquée un des experts de renom international.

Intégralité du discours du Dr Denis Mukwege au siège des Nations Unies (25 septembre 2012)

Excellences Messieurs les Ambassadeurs,

J'aurais voulu commencer mon discours par la formule habituelle : « j'ai l'honneur et le privilège de prendre la parole devant vous. » Hélas ! Les femmes victimes de violences sexuelles de l'Est de la RDC sont dans le déshonneur. J'ai constamment sous mes yeux les regards des vieillards, des filles, des mères et même des bébés déshonorés.

Aujourd'hui encore, plusieurs sont soumises à l'esclavage sexuel ; d'autres sont utilisées comme arme de guerre. Leurs organes sont exposés aux sévices le plus ignobles.

Et cela dure depuis 16 ans ! 16 ans d'errance ; 16 ans de torture ; 16 ans de mutilation ; 16 ans de destruction de la femme, la seule ressource vitale congolaise ; 16 ans de déstructuration de toute une société.

Certes, vos états respectifs ont fait beaucoup en termes de prise en charge des conséquences de ces barbaries. Nous en sommes très reconnaissants.

J'aurais voulu dire « j'ai l'honneur de faire partie de la communauté internationale que vous représentez ici »
Mais je ne le puis.

Comment le dire à vous, représentants de la communauté internationale, quand la communauté internationale a fait preuve de peur et de manque de courage pendant ces 16 ans en RDC.

J'aurais voulu dire « j'ai l'honneur de représenter mon pays. », mais je ne peux pas non plus.

En effet, comment être fier d'appartenir à une nation sans défense ; livrée à elle-même ; pillée de toute part et impuissante devant 500.000 de ses filles violées pendant 16 ans ; 6000000 de morts de ses fils et filles pendant 16 ans sans aucune perspective de solution durable.

Non, je n'ai ni l'honneur ni le privilège d'être là ce jour. Mon cœur est lourd.

Mon honneur, c'est d'accompagner ces femmes Victimes de Violence courageuses ; ces femmes qui résistent, ces femmes qui malgré tout restent debout.

Aujourd'hui grâce au rapport des experts des Nations Unies, au *Mapping report* du haut-commissaire aux droits humain des Nations Unies et beaucoup d'autres rapports crédibles, plus personne ne peut se cacher derrière l'argument de la complexité de la crise. Nous savons donc désormais les motivations de cette crise et ces différents acteurs. Ce qui fait défaut c'est la volonté politique.

Mais jusques à quand ? Jusques à quand devons-nous encore assister impuissants à d'autres massacres ?

Excellences, Messieurs les Ambassadeurs ; c'est avec une grande humilité que je vous dis qu'on n'a pas besoin de plus de preuve, on a besoin d'une action, une action urgente pour arrêter les responsables de ces crimes contre l'humanité et les traduire devant la justice. La justice n'est pas négociable. On a besoin de votre condamnation unanime des groupes rebelles qui sont responsables de ces actes, on a besoin d'actions concrètes à l'encontre des états membres des Nations Unies qui soutiennent de près ou de loin ces barbaries. Nous sommes devant une urgence humanitaire qui ne donne plus place à la tergiversation. Tous les ingrédients sont réunis pour mettre fin à une guerre injuste qui a utilisé la violence et le viol de femmes comme une stratégie de guerre. Les femmes congolaises ont droit à une protection à l'instar de toutes les femmes de cette planète.

Vouloir mettre tous ces rapports crédibles dans le tiroir de l'oubliette sera porter une atteinte grave à la crédibilité de différentes résolutions des Nations Unies exigeant la protection des femmes en période des conflits et donc décrédibiliser toute notre chère institution qui pourtant est censée garantir la non-répétition du génocide.

Les acquis de la civilisation reculent ; ils reculent par les nouvelles barbaries comme en Syrie et en RDC ; mais aussi par le silence assourdissant et le manque de courage de la communauté internationale.

Nous ne saurions pas taire la vérité car elle est têtue, nous devrions plutôt l'affronter pour éviter de trahir nos idéaux .

J'ai l'honneur de dire que le courage des femmes victimes de violences sexuelles de l'Est de la RDC finira par vaincre le mal.

Aidez-les à retrouver la paix !

Je vous remercie.

LES VENTES D'ARMES AMERICAINES SE PORTENT BIEN

Selon le rapport annuel du Service de recherche du Congrès américain sur les transferts d'armements américains, publié fin août, les entreprises américaines auraient exporté en 2011 pour 66,3 milliards de dollars d'armements conventionnels dans le monde, triplant ainsi les ventes par rapport à 2010 et enregistrant un montant record jamais atteint dans une année. A eux seuls, les Etats-Unis auraient ainsi dominé les trois-quarts du marché global des armes en 2011 (85,3 milliards de dollars). Ces chiffres sans précédent s'expliqueraient par la conclusion de contrats avec des monarchies du Golfe persique et portent principalement sur des avions de combat et des systèmes de missiles.

Ces ventes d'armes record vers une zone géographique très instable en proie à des tensions régionales, proche de pays connaissant de graves conflits internes et déjà suréquipée en armements conventionnels démontrent, s'il le fallait encore, combien ce commerce se porte bien et combien un TCA (Traité sur le Commerce des Armes) apparaît plus que nécessaire pour réglementer ces transferts d'armes.

L'échec des négociations (en juillet 2012, pendant quatre semaines) ne peut toutefois être reporté sur les seuls Etats-Unis. D'autres pays (Russie, Cuba, Corée du Nord, Venezuela en tête) se sont en effet empressés de les emboîter le pas pour réclamer davantage de temps et empêcher ainsi le processus d'aboutir dès 2012. Par ailleurs, le manque de volonté politique des Etats sceptiques, les préoccupations strictement nationales (telles que les enjeux électoraux à venir) les intérêts géostratégiques et de politique étrangère ou encore les enjeux financiers du commerce des armes, ont contribué à l'échec des négociations.

Les Nouvelles du DRIP, 3/12

LA PAUVRETE DANS LE MONDE

Les pays pauvres importateurs de produits alimentaires ont besoin d'aide pour avoir accès à la nourriture

Au cours de la crise alimentaire de 2008, les pays les moins avancés (PMA) ont vu tripler leurs factures d'importation de nourriture, passant de 9 milliards de dollars en 2000 à 24 milliards de dollars, d'après une étude par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). En 2011, une étude de la Banque Mondiale disait que 44 millions de personnes dans des pays à revenu bas et moyen tombaient dans la pauvreté à cause des pics des prix alimentaires au milieu de 2010 et au début de 2011.

Nouvelles d'AEFJN n° 63 octobre 2012

∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞ ∞

Wereldbank weigert moratorium grootschalige landprojecten

De Wereldbank weigert haar steun aan grootschalige aankopen van landbouwgronden te stoppen. De bank reageert daarmee op een rapport van Oxfam over de negatieve gevolgen van 'landgrabbing' in ontwikkelingslanden.

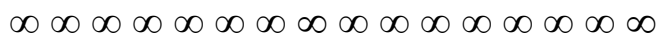
De voorbije jaren zijn er steeds meer waarschuwingen van ngo's en hulporganisaties dat internationale investeerders betrokken zijn bij massale landkoop in ontwikkelingslanden en met name in Afrika. In sommige gevallen is echt sprake van landroof. "In arme landen wordt om de zes dagen een areaal ter grootte van Londen verkocht", zegt Oxfam in een nieuw rapport, *Our Land, Our Lives*. Volgens Oxfam is twee

derde van de investeringen die tussen 2000 en 2010 gedaan zijn gericht op exportgewassen, en is veel areaal bestemd voor de vraag naar biobrandstoffen. Oxfam waarschuwt dat in de ongekende strijd om land te weinig wordt gedaan om landroof te voorkomen. Arme mensen verliezen hierdoor hun land - vaak met geweld, zonder overleg of compensatie - en daarmee hun kans op een menswaardig bestaan.

Met dit rapport voert Oxfam de druk op om de wereldwijde race rond land aan banden te leggen. Oxfam roept de Wereldbank dan ook op om tijdelijk haar investeringen in landbouwgrond stop te zetten en sterkere mechanismen op te zetten om de speculatie met grond en 'landroof' te voorkomen. De Wereldbank is zelf een zeer grote investeerder in land en adviseert ontwikkelingslanden hierover en heeft veel invloed als normstellend instituut. Volgens Oxfam zijn de investeringen van de Wereldbank in landbouw de afgelopen 10 jaar met 200 procent toegenomen.

In een ongewoon lang antwoord op het rapport, stelt de Wereldbank dat het de bezorgdheid van Oxfam deelt. "Maar we zijn het niet eens met de oproep van Oxfam om onze investeringen in de grootschalige landbouwprojecten terug te trekken, met name in een tijd van snel stijgende wereldwijde voedselprijzen." Een moratorium zou niets doen tegen de misbruiken en enkel de verantwoorde ondernemers afschrikken die bereid zijn onze hoge standaarden te accepteren, zegt de Wereldbank. Toch geeft de bank toe dat haar systemen niet perfect zijn en neemt ze zich voor om de sociale en ecologische richtlijnen te evalueren en bij te sturen. "We erkennen dat er misbruiken bestaan, met name in landen waar de overheid zwak is, en we delen de mening van Oxfam dat in veel gevallen meer transparantie nodig is en dat de bevolking meer betrokken moet worden bij de transfers."

Africa-Europa Netwerk Nederland (N° 205, okt. 2012)



Les prix du maïs, du blé et du sucre ont augmenté de plus de 70%

Depuis juillet 2010, les prix du maïs, du blé et du sucre ont augmenté de plus de 70% menaçant la survie de millions de gens.

Qu'est-ce qui explique cette flambée? Elle est due à une combinaison de facteurs: climat, prix du pétrole, demande en agro-carburants, faible niveau des stocks mondiaux, demande des pays émergents mais **surtout la spéculation.**

Cette dernière a toujours existé sur les marchés agricoles et, si elle n'est pas à l'origine de la montée des prix, elle l'amplifie de plus en plus. En effet, depuis la crise financière de 2008, on constate un important phénomène de "migration" des capitaux spéculatifs – notamment les *hedge funds* américains¹ – vers les marchés agro-alimentaires.

Ainsi, suite à l'implosion des marchés financiers qu'ils ont eux-mêmes causée, les "requins de la finance" ont commencé à s'intéresser à ce secteur, ce qui explique le développement spectaculaire de nouveaux marchés "à terme". Or, selon la FAO, actuellement, seuls 2% des contrats sur ces marchés aboutissent effectivement à la livraison d'une marchandise. Les 98% restants sont revendus par les spéculateurs avant la date d'expiration.²

¹ Hedge fondsen zijn beleggingsfondsen die zich op alle mogelijke manieren proberen in te dekken tegen een malaise of crisis op de beurs. De bedoeling is om een hoog rendement te behouden, ook wanneer het slecht gaat op de beurs. Ze zijn aan minder regels onderwerpen dan de klassieke beleggingsfondsen. Hedge fondsen bepalen zowat hun eigen regels en doelstellingen. Afkomstig van het Engelse woord **hedge**, dat letterlijk betekent: grens, begrenzing van een gebied of ruimte. In de financiële wereld is de betekenis uitgebreid naar "begrenzing of afbakening van financiële risico's". Ze zijn niet voor het grote publiek.

² Ainsi, à Paris, par exemple, le nombre de contrats sur le blé est passé entre 2005 et 2007 de 210 000 à 970 000.

Et le système s'autoalimente: plus les prix augmentent, plus ce marché attire l'argent, et plus les prix alimentaires, déjà élevés, grimpent.

Or, il ne faut plus rappeler la dépendance, parfois totale, des pays pauvres par rapport aux prix mondiaux. C'est, par exemple, le cas de Haïti, un pays autosuffisant dans les années 1970 mais qui, aujourd'hui, importe plus de 80% de ses céréales.

Les spéculateurs n'éprouvent aucune considération particulière pour les conséquences que leurs actions peuvent avoir sur des millions d'êtres humains du fait de l'augmentation des prix. La loi du marché impose l'ignorance délibérée du fait que l'alimentation est un droit pour tous. Nous ne saurons donc qu'être d'accord avec Philippe Chalmin lorsqu'il s'interroge: "Quelle est cette civilisation qui n'a rien trouvé de mieux que le jeu – l'anticipation spéculative – pour fixer le prix du pain des hommes?"³

François Letocart, Juste Terre (bimestriel d'entraide & fraternité) n° 92, septembre-octobre 2012, Edito

Architectes et principales bénéficiaires de la libéralisation des échanges agricoles, les firmes de l'agrobusiness ne cessent de renforcer leur emprise sur le système agroalimentaire mondial.

Fortes de leur poids économique et de leur influence politique, favorisées par une batterie de normes internationales taillées sur mesure, elles poursuivent leurs stratégies de concentration à l'échelle de la planète, prélevant une part grandissante de valeur ajoutée tout au long des chaînes productives.

Dopées par la hausse des prix agricoles et le boom des agro-carburants, elles "gagnent du terrain" au Sud, via l'acquisition de grandes superficies fertiles ou la prise de contrôle des opérateurs locaux. Et y imposent "leur" modèle de développement: productiviste, tourné vers l'exportation, socialement excluant et écologiquement destructeur.

... Seuls ces firmes seraient capables de dynamiser des secteurs agricoles traditionnels "improductifs", en vue de nourrir le monde.

Les mouvements paysans dénoncent cette imposture qui occulte les causes structurelles de la faim. Au nom de la souveraineté alimentaire et de la diversité agricole, ils s'opposent à un modèle qui signe la fin des agricultures paysannes et la marginalisation de centaines de millions de personnes qui en vivent.

Juste Terre, n° 92



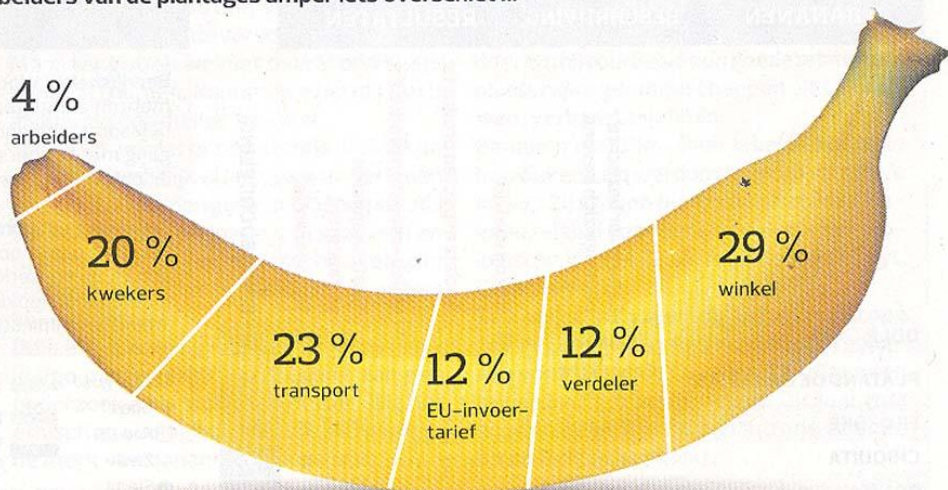
Nog een reden van armoede: de uitbuiting van de arbeiders, vooral in de Derde Wereld.

Bron: Test-Aankoop 568, oktober 2012

³ Philippe Chalmin, *Le monde a faim*, Paris, 2009, cité par Jean Ziegler in *Destruction massive*, Paris, Seuil, 2012

Kruimels voor de arbeiders

De winkelprijs moet over verschillende partijen worden verdeeld. Zo veel, dat er voor de arbeiders van de plantages amper iets overschiet ...



VREDESWAKE EN BEELD HULDIGEN VREDESTESTAMENT VAN SINT-FRANCISCUS VAN ASSISI

ANTWERPEN (KerkNet) – Op de vooravond van de feestdag van Sint-Franciscus van Assisi, navolger van Jezus en vredestichter, en in het raam samenwerking met Pax Christi vredeswake plaats in de kloosterkerk Antwerpen. Een 120-tal aanwezigen, de boodschap: ‘Vrede en alle goeds’, ‘Met open hart, zonder geweld’. Naar volle kruistochten naar de moslims en gebeden en nagedacht over het woord Na de wake werd een nieuw vernieuwde tuin aan de Italiëlei. De Rijmenam, legde uit dat zijn beeld Sint-Franciscus de vrede aan iedereen dienstbaar en ontwapenend. Hij staat bezoeker tegemoet, terwijl hij de vredesduif aanbiedt. Ieder die binnen komt, kan zo vrede ontvangen en zo verder doorgeven.” Aansluitend werd het beeld onthuld door Annemarie Gielen, algemeen secretaris van Pax Christi Vlaanderen, en Gust Koyen, provinciaal van de Vlaamse kapucijnen.



van de Vlaamse Vredesweek en in Vlaanderen, vond een Franciscaanse van de minderbroeders-kapucijnen in met een brandende kaars in de hand en woonde een wake bij met als thema: het voorbeeld van Sint-Franciscus die in de sultan van Egypte was gegaan, werd van Jezus: ‘Bemin uw vijanden’. Franciscusbeeld ingehuldigd in de maker van het beeld, Jan Kets uit gestalte geeft aan een jongeman die zoals aanbiedt. “Deze man is deemoedig, met een voet vooruit en komt de

Bron: Kerknet

TAXE TOBIN

Lors de la réunion des ministres des Finances de l'Union à Luxembourg, le 9 octobre, 11 pays se sont déclarés prêts à coopérer pour lancer une taxe sur les transactions (0,1% sur les échanges d'actions et d'obligations et 0,01% sur les contrats dérivés. Le quorum est ainsi atteint pour continuer le processus.

Compilateur/compositeur responsable: Jef Vleugels, rue Charles Degroux 118 – B-1040 Bruxelles